



HAL
open science

Routines autoritaires et innovations militantes

Marie-Emmanuelle Pommerolle

► **To cite this version:**

Marie-Emmanuelle Pommerolle. Routines autoritaires et innovations militantes. *Politique africaine*, 2007, 108 (4), 10.3917/polaf.108.0155 . hal-01648497

HAL Id: hal-01648497

<https://hal.science/hal-01648497>

Submitted on 26 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MARIE-EMMANUELLE POMMEROLLE

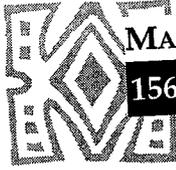
ROUTINES AUTORITAIRES ET INNOVATIONS MILITANTES

LE CAS D'UN MOUVEMENT ÉTUDIANT AU CAMEROUN

À PARTIR DE L'EXEMPLE DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES DE L'ANNÉE 2005 AU CAMEROUN, SUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ YAOUNDÉ I NOTAMMENT, CET ARTICLE DÉCRIT COMMENT LA CONFRONTATION DU TEMPS LONG DES ROUTINES AUTORITAIRES ET DES MODES DE PROTESTATION LAISSÉS EN HÉRITAGE (OU PAS) ET DU TEMPS COURT DE L'ACTION COLLECTIVE « EN TRAIN DE SE FAIRE » PERMET D'ENTREVOIR LES TRANSFORMATIONS – MARGINALES – DES RAPPORTS DE FORCE ENTRE GROUPES PROTESTATAIRES ET ÉTAT. DANS LE CAS ÉTUDIÉ, LES INNOVATIONS DES PRATIQUES PROTESTATAIRES DÉPLOYÉES PAR LES MILITANTS ONT AVANT TOUT PERMIS DE CONSTRUIRE UNE CRÉDIBILITÉ ET UNE LÉGITIMITÉ AUX LEADERS ÉTUDIANTS CONFRONTÉS À DES AUTORITÉS MAIS AUSSI À UNE OPINION RÉTICENTE À ÉCOUTER LES REVENDICATIONS ESTUDIANTINES. IL RESTE NÉANMOINS QUE LES ROUTINES AUTORITAIRES (RÉPRESSION, DIVISIONS) AFFAIBLISSENT ET FINISSENT PAR ARRÊTER – AU MOINS TEMPORAIREMENT – LES CONTESTATIONS.

Les périodes de mobilisations démocratiques du tournant des années 1990 en Afrique, si elles n'ont pas toujours mené au changement revendiqué, ont toutefois laissé en héritage de nouvelles manières de protester¹. L'investissement de la rue par exemple a été fréquent durant la première moitié des années 1990, remettant en cause l'occupation monopolistique de l'espace par les anciens régimes de parti unique². Dans certains pays cependant, la parenthèse des mobilisations s'est refermée. Celles qui avaient émergé dans un contexte de fluidité politique se font plus rares dans un nouveau contexte de « restauration

autoritaire³». Les régimes post-transition ont néanmoins été affectés par les mobilisations du début des années 1990 : ils se sont libéralisés et sont observés par des acteurs diplomatiques et des organisations internationales veillant au maintien d'une façade démocratique. Ainsi, les acteurs protestataires contemporains, qui se meuvent dans ce type de configuration politique, sont dépositaires d'un répertoire élargi d'actions ou de formes d'organisation disponibles mais font également face au retour des routines autoritaires, sensibles au maintien de l'ordre et rétives à la protestation collective.



À partir de l'exemple des mobilisations étudiantes de l'année 2005 au Cameroun sur le campus de l'université Yaoundé I notamment, cet article souhaite décrire comment la confrontation du temps long des routines autoritaires et des modes de protestation laissés en héritage (ou pas) et du temps court de l'action collective « en train de se faire » permet d'entrevoir les transformations – marginales – des rapports de force entre groupes protestataires et État, et préciser les facteurs de ces inflexions, notamment l'usage d'un répertoire d'action renouvelé⁴. Dans le cas étudié, les innovations des pratiques protestataires déployées par les militants ont avant tout permis de construire une crédibilité et une légitimité aux leaders étudiants confrontés à des autorités mais aussi à une opinion réticente à écouter les revendications estudiantines, même lorsqu'elles partagent certains de leurs constats⁵. La crise économique et sociale débutée au milieu des années 1980 a en effet dévalorisé les diplômés universitaires et les étudiants ne sont plus toujours perçus comme un investissement rentable par les familles où se retrouvent nombre de jeunes diplômés au chômage ou vivant de « petits jobs ». Lors de ce mouvement étudiant, c'est ainsi l'attestation d'un militantisme engagé (à travers la grève de la faim) et d'une crédibilité sans faille (à travers l'expertise, mais aussi des tactiques spécifiques de conduite du mouvement) qui lui a conféré une aura nouvelle, bien plus que le fond des revendications – déjà connu⁶. Les pratiques protestataires, loin de n'être que des techniques « neutres » apparaissent ici comme centrales⁷ : elles permettent en effet aux étudiants d'affirmer leur légitimité à protester et de se créer un environnement propice à la protestation.

Le concept de « répertoire d'actions » exprime bien la tension évoquée entre manières de faire héritées du passé et improvisation dans l'instant, qui transforme toujours un peu les modes d'action⁸. Ce concept met en avant le caractère historiquement situé de toute action de revendication, qui tient compte de l'expérience accumulée et d'un « savoir-faire » protestataire⁹. Ici, les expériences militantes antérieures des étudiants sont pour la plupart mises de côté car elles ont été des échecs : elles ont décrédibilisé les étudiants auprès de l'opinion, elles ont été violentes, elles n'ont pas permis d'améliorer le quotidien des étudiants. Usant de la métaphore musicale, Charles Tilly indique également que le répertoire, qui s'apparenterait à celui du jazz ou de la *comedia dell'arte*, flexible et sujet à improvisation, est adaptable et qu'il évolue selon ses interprètes¹⁰. Ici, le répertoire habituel va être interprété de manière originale, désarçonnant les auditeurs, communauté universitaire, journalistes et étudiants. Les marches, l'arrêt des cours, les rassemblements en amphithéâtre sont soumis à la plus stricte application de la non-violence, contrairement aux éruptions de violence qui avaient émaillé les mouvements précédents. Les grèves de la faim entamées par les leaders des mouvements en 2004 et 2005 symbolisent cette non-violence, innovent en tant que nouveau mode de protestation au Cameroun, mais aussi par les usages qui en sont faits et leurs effets sur la mobilisation.

C'est donc en analysant tour à tour les innovations militantes, en termes d'organisation et surtout de répertoires d'action, et les contraintes inhérentes aux routines autoritaires du régime que l'on peut saisir les interactions menant à la transformation,

incrémentielle, des rapports entre l'État et les acteurs protestataires. Avant d'en venir au mouvement étudiant de 2005, un bref aperçu des mobilisations passées au Cameroun et du contexte politique contemporain permettront de mieux situer les échanges entre étudiants et autorités¹¹.

CONTEXTE ET ÉMERGENCE DU MOUVEMENT ÉTUDIANTIN DE 2005

Hormis la période pré-électorale de 2004 (les élections présidentielles ayant eu lieu en octobre), le contexte d'émergence d'un mouvement étudiant au Cameroun était plutôt improbable en 2004-2005, marqué par une tradition relativement faible du syndicalisme étudiant, et par une reprise en main du pouvoir par l'ancien parti unique.

Une perception négative des mobilisations antérieures

Le syndicalisme et les mobilisations étudiantes au Cameroun ont été relativement faibles durant la période postcoloniale et jusqu'en 1990¹². Le régime camerounais a d'abord cherché à rallier les étudiants et a consolidé le système universitaire nécessaire à la « construction nationale »¹³. Cependant, cette ouverture a engendré l'expression de critiques dès 1969, notamment par l'intermédiaire de l'association, non enregistrée, des étudiants chrétiens, dont les activités sont alors interdites. Finalement c'est la Fenec (Fédération nationale des étudiants camerounais), proche de l'Union nationale camerounaise (UNC), alors parti unique, qui reçoit le monopole de l'organisation des étudiants. Quelques agitations durant la décennie 1970 conduisent à des affrontements entre forces de l'ordre et étudiants et à la mise en place d'une

« juridicité de crise » remettant en cause le libéralisme de principe envers les universités. Les étudiants camerounais s'organisent surtout en France, dans les années 1960-1970, au sein de l'Union nationale des étudiants du Kamerun (Unek), mais sans grand impact sur les rapports de force internes¹⁴. C'est au moment des revendications pour le multipartisme que les mobilisations étudiantes se font jour à nouveau et massivement. Ce sont les étudiants anglophones qui, en solidarité avec les membres du Social Democratic Front (SDF), un parti d'opposition né dans la province anglophone du Nord-Ouest, manifestent les premiers à Yaoundé.

Progressivement des enjeux spécifiquement étudiants émergent et deux camps très marqués s'opposent au sein de l'université : celui des « Parlementaires », dits proches de l'opposition, et celui des « autodéfenses », prétendument proches du régime en place. D'alimentaires, les revendications deviennent politiques et épousent les formes de la contestation plus large des années 1991-1992¹⁵. Selon les enseignants, le climat de la fin des années 1980 à l'université était déjà délétère compte tenu des conditions matérielles de l'enseignement et de la nette diminution des perspectives professionnelles du fait de la crise économique¹⁶. Surtout, selon Piet Konings, l'absence de participation étudiante aux affaires universitaires et la forte politisation des nominations donnaient aux étudiants l'impression que seule la révolte permettrait de sortir de cette crise¹⁷. Ces révoltes étudiantes s'inscrivaient dans des mouvements en développement en Afrique subsaharienne à cette époque, et qui sont nés tant des conditions socio-économiques dégradées que d'un mouvement de revendications politiques plus large¹⁸.



En 1991 et 1992, les mouvements étudiants déclenchent une répression intense des forces de l'ordre présentes dans le campus, même les jours d'examen. Les mouvements se poursuivent en 1993 et en 1996 notamment face à l'instauration des droits universitaires puis de frais supplémentaires. Ces confrontations se soldent souvent par des violences, et par le départ des leaders étudiants en dehors du Cameroun. Les autorités les auraient contraints à l'exil, moyennant des sommes d'argent. Certains anciens leaders sont aujourd'hui membres de groupes politiques exprimant, de l'extérieur, une opposition au régime camerounais.

De même que les luttes nationalistes puis l'insurrection de la région de l'Ouest dans les années 1950-1960 restent aujourd'hui dans la mémoire collective comme des événements traumatisants, désignés par les autorités comme des épisodes de l'histoire à oublier ; de même que les « villes mortes » du début de la décennie 1990 sont considérées aujourd'hui comme un mouvement anarchique, trop violent, dont les résultats n'ont pas été à la hauteur des espoirs de changement, les mouvements étudiants antérieurs ne sont pas perçus comme des exemples de protestation à reproduire¹⁹. Si la violence des échanges avec les forces de l'ordre et les quelques provocations politiques restent en mémoire comme autant de symboles de cette conflictualité, la mémoire négative de ces mobilisations antérieures oblige à s'en démarquer, et donc à inventer. Cette perception est d'autant plus aiguë que le contexte politique, c'est-à-dire les rapports de force partisans et la gestion des rapports entre l'État et les groupes de revendication, ne s'est pas transformé vers beaucoup plus de libéralisation.

L'ancien parti unique, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a conforté sa main mise sur le jeu politique, emportant plus de 140 sièges sur 180 à l'Assemblée nationale et 310 communes sur 360 lors des élections de juillet 2007 ; sa proximité avec l'État et ses ressources continuent de lui conférer un pouvoir économique et politique dominant par rapport à toute autre formation partisane. De plus, les partis d'opposition ont vu leurs scores décroître considérablement depuis l'apparition du multipartisme, et leur légitimité s'est effritée suite aux nombreux ralliements au parti au pouvoir²⁰. Face à un passé militant difficile à assumer et à un régime prompt à récupérer les initiatives contestataires, les mobilisations étudiantes se sont d'abord fondées sur une organisation créée dans un contexte politique sensible aux revendications, car préélectoral.

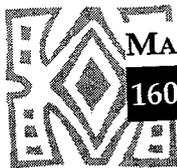
L'émergence d'une structure de mobilisation dans un contexte préélectoral

L'origine des organisations de mobilisation reste incertaine car elle est un véritable enjeu de pouvoir, au sein même de l'organisation mais aussi vis-à-vis de l'extérieur. Les comptes rendus de la genèse de l'Association de défense des étudiants camerounais (Addec) divergent selon les interlocuteurs et les archives de presse ne sont pas suffisantes pour pallier certaines dissensions²¹. Quelques faits semblent néanmoins faire consensus²². Depuis la fin du « parlement étudiant », organe informel de mobilisation des « années de braise » (1990-1993) dont on connaît mal les structures, réactivé brièvement lors d'un mouvement en 1996, aucune organisation ne défendait les intérêts des étudiants sur le campus de

Yaoundé. Seules des associations culturelles y étaient en effet autorisées. Fin mars 2004, après que le recteur de Yaoundé I. Sammy Chumbow, eut exigé le paiement intégral des droits universitaires en milieu d'année, les leaders d'une coopérative parrainée par les autorités universitaires, la Mutuelle de solidarité des étudiants du Cameroun (Musec), décident de rassembler les étudiants afin de discuter de cette mesure affectant directement leur vie quotidienne. Tenue le 31 mars 2004, cette première réunion, qui mènera ensuite à la création de l'Addec, est donc suscitée par des étudiants avancés (en licence et maîtrise) et déjà engagés dans le mouvement associatif universitaire²³. Ils sont rejoints par d'autres étudiants ayant aussi un passé associatif. En revanche, Mouafo Djontu, qui deviendra le président de l'Addec, affirme n'avoir aucun passé militant et avoir pris spontanément la parole lors de cette première assemblée, pour convaincre les étudiants présents de créer une nouvelle structure de mobilisation. Ce récit des origines, évidemment subjectif, attesterait du charisme « naturel » du futur Président, de nature quasiment sacrée, et qui correspond bien au mode religieux sur lequel, nous le verrons, il exprime et justifie son engagement. Au cours de cette première réunion, un « comité d'évaluation de la concertation » est créé, chargé de formaliser les revendications étudiantes et la création d'une organisation estudiantine. Le lendemain, 1^{er} avril, ce comité fait appel à la presse privée, qui relaie ses doléances, matérielles et académiques. Le jour même, un conseil de crise de l'université revient sur certaines mesures qui ont déclenché la colère des étudiants : le paiement en une fois des droits d'inscription et le déguerpissement des petits commerçants du campus. Mais le rassem-

blement des étudiants au sein d'une organisation est considéré comme inapproprié voire illégal par le recteur lui-même : « L'avènement d'un tel rassemblement n'est pas opportun car son activité s'apparente à un syndicalisme voilé dont le mode de fonctionnement ne convient pas aux usages universitaires et aux textes qui les régissent²⁴ ». Les leaders déposent cependant les textes de l'association à la sous-préfecture, conformément au régime de déclaration qui régit les associations.

En attendant de pouvoir parler au nom de l'Addec, les étudiants mobilisés se font connaître sous l'appellation de « Commission de suivi des résolutions de la concertation des étudiants » et continuent de faire entendre leurs revendications. Selon les leaders en effet, il ne fallait pas attendre plus longtemps, alors que l'organisation se créait « dans un contexte particulier, à quelques mois des présidentielles prévues en octobre 2004 : c'[était] avantageux, car cela limit[ait] la marge de manœuvre de la répression ». Cette temporalité de la mobilisation favorise les initiatives qui se succèdent et s'articulent autour de « cinq points » énoncés par l'Addec en septembre 2004 : élection des recteurs, doyens et autres chefs d'établissement pour « dépolitiser » ces nominations ; création d'un observatoire indépendant des examens d'État ; octroi de bourses d'études aux étudiants de troisième cycle ; et interrogations sur le bien-fondé des frais de scolarité. L'organisation se construit peu à peu, autour d'un bureau et de fonctions confiées à chacun (relations publiques, coordination interne, finances, logement étudiant...). Si les élections ont incité les étudiants à accélérer leur organisation, elles n'ont pas eu d'effets déterminants sur leurs exigences, ignorées des candidats comme on le verra. Ce contexte



spécifique a pu être un accélérateur du mouvement qui se déploiera néanmoins quelques mois plus tard en réaction à des décisions des autorités universitaires.

INNOVER POUR S'IMPOSER

Si la forme organisationnelle du mouvement n'a rien d'inédit (en dehors de sa relative pérennité), les activités menées par les étudiants pour mobiliser leurs camarades et se faire entendre par les médias et les acteurs sociaux et politiques camerounais démontrent une capacité d'innovation certaine. D'abord, les leaders ont réussi à s'imposer comme des interlocuteurs grâce à des répertoires d'action nouveaux qui cherchent à attester de leur responsabilité : leur but est de retourner l'image de rebelles projetée sur eux comme sur les mouvements étudiants en général. Ensuite, des réflexions et des modes d'action tactiques ont su répondre aux diverses réactions des autorités cherchant à freiner voire anéantir le mouvement. L'apprentissage par rapport aux échecs antérieurs mais aussi face aux difficultés quotidiennes est donc au cœur de cette mobilisation.

Grèves, grèves de la faim et « expertise militante » : la construction inédite d'une légitimité militante

La grève, déjà utilisée par les mouvements étudiants précédents, est utilisée par deux fois par l'Addec, en avril-mai 2005 et en novembre 2005. Après avoir écrit au chef de l'État à propos des revendications estudiantines, et notamment d'arriérés de subventions promises aux universités, certains leaders de l'Addec, ensuite rejoints par d'autres, entament une grève de la faim, sur laquelle on reviendra, le 13 avril. En solidarité, les étudiants

de l'université de Yaoundé I rejoignent le mouvement le 19 avril, en décrétant une grève qui attirera progressivement des étudiants de l'université de Yaoundé II et des écoles d'enseignement supérieur (école de journalisme, écoles normale et polytechnique) puis d'autres universités d'État : Buéa, Douala, Dschang²⁵. Si la grève est émaillée de désinformation et d'intimidation de toutes sortes de la part des autorités, la nouveauté réside dans la façon dont elle se termine au début du mois de mai. En effet, alors que le président de l'Addec, Mouafo Djontu, est arrêté et que deux étudiants sont tués à Buéa, les autorités acceptent de négocier et demandent un délai avant de se prononcer sur la revendication majeure des étudiants – la suppression des droits universitaires. Les leaders de l'Addec décident alors, devant une assemblée générale des étudiants réunis dans le grand amphithéâtre de Ngoa Ekellé, de signer une « trêve » sous conditions qui doit permettre le fonctionnement de l'université. Les étudiants prévoient de se réunir, trois mois plus tard (délai demandé par les autorités), pour faire le bilan des avancées, et notamment vérifier que les conditions posées à la reprise des cours auront été effectivement prises en compte²⁶. Ainsi, sans violence, les étudiants arrêtent d'eux-mêmes une grève qu'ils avaient décidé de commencer.

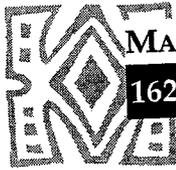
Ce volontarisme étonne ; ce d'autant plus que, trois mois plus tard, l'Addec se manifeste à nouveau pour dénoncer l'absence d'avancées de la part des autorités universitaires. Dans un bilan intitulé *Au bout de la trêve, au cœur de la crise*, l'organisation démontre que les revendications sur lesquelles s'étaient engagées les autorités universitaires n'ont pas été traitées²⁷. Face à ce bilan négatif, et alors

que l'Addec lance le mot d'ordre pour la rentrée universitaire de ne pas payer les droits universitaires, des tentatives de division sur lesquelles on reviendra sont organisées pour déstabiliser l'organisation. C'est ensuite la nomination de nouveaux recteurs et présidents de conseil d'administration pour les six universités d'État, en septembre 2005, qui réactive la contestation. Ces nominations sont vues comme des provocations : la nouvelle rectrice de Yaoundé I, membre du bureau politique du parti au pouvoir, est l'ancienne rectrice de Buéa où deux étudiants avaient trouvé la mort lors des grèves de mai²⁸. L'Addec critique cette « volonté de renforcement du contrôle politique » des universités et maintient le mot d'ordre de non-paiement des droits d'inscription²⁹. Rassemblés le 30 novembre en assemblée générale afin de discuter notamment de la décision de la rectrice de faire payer l'intégralité des droits avant le 7 décembre, contrairement aux accords passés avec l'ancien recteur, les étudiants sont dispersés violemment par les gendarmes. Douze leaders de l'Addec et des étudiants sont arrêtés dans les jours qui suivent³⁰. Ils sont libérés le 6 décembre mais restent inculpés. Entre-temps, l'Addec réitère son mot d'ordre de grève dans un climat tendu sur le campus : les forces de l'ordre occupent les lieux et des étudiants sont attaqués par des « milices » dans les quartiers adjacents. Les tribunaux prononceront finalement des peines d'emprisonnement avec sursis et quelques relaxes ; la répression judiciaire fut donc relativement mesurée. On peut avancer l'hypothèse que cette mesure est en partie liée à la non-violence mise en avant par les leaders étudiants pour couper court à la répression et lui donner un caractère encore

plus illégitime, si elle s'abattait sur les étudiants. Le choix de la grève de la faim comme manifestation de la non-violence participe pleinement de ce choix tactique face aux risques encourus par les militants étudiants.

La première grève de la faim est entamée le 29 septembre 2004 pour attirer l'attention des candidats à l'élection présidentielle sur les revendications des étudiants. Les cinq grévistes sont accueillis dans les locaux de Nouveaux droits de l'homme-Cameroun (NDH-C), une organisation de défense des droits de l'homme, après avoir été rejetés des locaux du journal privé *Mutations* et de ceux de la conférence épiscopale. Selon les étudiants, le journal ne souhaitait pas être directement impliqué dans la mobilisation et l'évêché ne soutenait pas ce mode d'action. Alors qu'ils mènent cette grève dans une « indifférence totale³¹ », les étudiants radicalisent leur jeûne le 4 octobre en arrêtant de s'hydrater, ce qui conduit deux d'entre eux à l'hôpital et sonne la fin de cette première grève de la faim. Auparavant, le directeur de NDH, qui abritait les grévistes, diffuse un communiqué dans lequel il rappelle : « Les étudiants grévistes ont [...] dissuadé ceux d'entre eux qui envisageaient d'organiser des marches bruyantes dans les rues de la capitale, en leur rappelant le caractère non-violent de leur démarche³². »

De même en avril 2005, alors que les gendarmes patrouillent dans le campus de Ngoa Ekellé, et que le ministre de l'Enseignement supérieur accuse les étudiants d'être une « minorité » qui pratique le « viol des consciences », les étudiants réaffirment leur stratégie de non-violence. À partir du 30 novembre 2005, et pendant la détention de ses leaders, l'Addec réitère le mot d'ordre



consigné dans ses statuts : la non-violence comme principe de mobilisation et d'action. Les gendarmes, pourtant présents sur le campus de Yaoundé en avril 2005, ne cherchent pas à disperser les étudiants, car ils n'ont aucune raison de le faire. À l'inverse, la réponse policière immédiate à la mobilisation des étudiants de Buéa a entraîné des violences, des deux côtés, et a remis en cause la stratégie non violente que les leaders de ce mouvement affirment avoir voulu utiliser³³.

Au-delà de cette dimension tactique, la grève de la faim apporte au mouvement une image de détermination et de respectabilité qui a semblé faire défaut aux mouvements étudiants antérieurs. En avril 2005, pendant leur seconde grève de la faim, Mouafo Djontu et Lindjuom Mbowou finissent à l'hôpital après deux semaines de grève de la faim. À leur sortie, alors que la mobilisation s'intensifie sur le campus, ils sont accueillis en héros, font le tour du campus et, dans un geste biblique, partagent un morceau de pain devant les étudiants réunis³⁴. Alors que la grève de la faim, dans un contexte démocratique, est considérée comme l'arme ultime, celle du dernier recours, de ceux qui n'ont rien d'autre que leur corps pour interpeller³⁵, elle sert ici d'outil tactique pour mettre en scène la détermination et la conviction des étudiants. Elle est un « test militant » destiné à convaincre les étudiants de la bonne foi des leaders, comme l'affirme le président de l'Addec :

« Il fallait convaincre les étudiants que nous étions déterminés, parce qu'il existe un discrédit qui affecte toutes les initiatives de mobilisation. La plupart ont des visées opportunistes, et lâchent ceux qu'ils ont mobilisés. C'est un discrédit qui

affecte le leadership. Mais c'est au contraire la constance qui nous a caractérisé : la grève de la faim a marqué notre détermination et a pris à revers l'opinion, qui a besoin d'une figure du martyr pour que sa foi s'enracine³⁶. »

La grève de la faim vise ainsi à obtenir des autorités le respect des étudiants, quand celles-ci tentent par tous les moyens de les contourner et de les délégitimer. En effet, dans les discussions informelles, certains enseignants, des autorités universitaires et gouvernementales, accusent les leaders de l'Addec de « ne pas être des étudiants ». Le public, pour sa part, reste sceptique devant cette mobilisation. Le 4 octobre 2004, alors que des grévistes de la faim sont envoyés à l'hôpital, les soignants se seraient montrés goguenards face à « des gens qui sont en train de sacrifier leur vie parce qu'ils veulent changer le Cameroun³⁷. » Les revendications estudiantines n'ont jamais eu bonne presse. Dès les années 1980, elles ne sont pas appréciées du grand public : « les longs crayons » sont censés obtenir une place, un travail, et en faire bénéficier leur famille ; ils ne doivent pas faire de « politique »³⁸. Cette perception négative se renforce dans les années 1990 car la violence potentielle des mobilisations effraie ; en outre les étudiants forment désormais une catégorie sociale déclassée qui ne suscite plus d'attentes collectives mais du désintérêt³⁹.

Pourtant, le registre religieux sur lequel a joué le président Mouafo Djontu a participé à forger une image relativement positive du mouvement, auprès des étudiants. Mouafo Djontu s'adresse au public une bible à la main – bible que les journalistes n'ont de cesse de remarquer dans leurs articles. L'amphi 300, où se réunissent les assemblées générales

et où sont installés les grévistes de la faim d'avril 2005, est rebaptisé « Jérusalem ». La résonance religieuse de la grève de la faim comme jeûne se diffuse donc tout au long des actions étudiantes et confère une respectabilité au mouvement, dans une société de plus en plus habitée par une ferveur chrétienne⁴⁰. Si ce registre se déploie lors des manifestations publiques, et s'il est incontestablement incarné par Mouafo Djontu qui ne fait pas mystère de ses convictions lors d'un entretien, les autres leaders étudiants ne partagent pas forcément cette conviction, ou du moins n'en font pas le motif premier de leur engagement⁴¹. Il s'agit donc bien d'une mise en scène savamment orchestrée.

L'Addec a aussi attiré l'attention de la communauté universitaire à partir d'un autre répertoire, celui de l'expertise ou de la mise en scène d'une expertise revendiquée. L'association étudiante a dénoncé ouvertement certaines pratiques universitaires en s'appuyant sur des enquêtes que personne ne conteste vraiment. Affiché sur les grandes portes d'entrée du campus de Ngoa Ekellé, le premier rapport sur le « rançonnement à l'université » dénonce la vente de fiches de travaux dirigés (TD) et la falsification des notes en échange d'argent, et désigne nommément les enseignants responsables de ces pratiques. Publié en juin 2004, ce rapport chiffre les recettes engrangées par cette corruption : 30 millions de francs CFA qui constitueraient les « recettes noires » de l'université. La lumière faite sur ces pratiques connues de tous enclenche des condamnations unanimes : l'administration ne soutient pas ces pratiques ; le Syndicat des enseignants du supérieur (Synes) les regrette et met en avant le manque de moyens et de matériel nécessaires au bon fonctionnement

des TD, obligeant les enseignants à se « débrouiller ». Le sérieux de l'enquête fait des étudiants des interlocuteurs valables. Surtout, selon le président de l'Addec, les étudiants sont surpris par leur liberté de ton et par la possibilité de dire publiquement des vérités : « Quand on a sorti ce rapport, avec nos propres moyens, les autres se sont dit : on peut dire la vérité, on peut valider nos UV et dire des choses comme ça⁴². »

Cette sorte d'expertise militante devient la marque de fabrique de l'Addec, qui mène, après la grève de la faim de 2004, une enquête sur le logement étudiant. Là encore, les résultats valident par écrit et publiquement des faits que tout le monde connaît : l'insalubrité et l'insuffisance des logements étudiants, les abus des propriétaires de chambres dans les mini-cités autour des campus, l'implication dans ces pratiques de certains responsables politiques, comme le ministre des Finances de l'époque, Polycarpe Abah-Abah. De même une enquête intitulée « À quoi servent les 50 000 CFA que nous versons à l'université ? », rédigée à partir de l'analyse du compte administratif de l'université pour les années 2000-2001 et 2001-2002, montre que les droits universitaires servent d'abord à faire fonctionner (« engraisser ») la bureaucratie et que les départements ne reçoivent qu'une faible part de ces recettes. D'autres éléments sont venus conforter cette image de « sérieux », comme la création d'un site Internet⁴³ et l'organisation de permanences d'aide juridique pour les étudiants ayant des problèmes administratifs ou de logement.

Au final, cette volonté de s'appuyer sur des investigations et de démontrer le bien-fondé de leur engagement permet aux étudiants de mener à bien une triple opération : énoncer



leurs revendications, se poser en interlocuteurs légitimes et démontrer qu'une mobilisation est possible. Dans le cas de la grève de la faim, comme dans celui de l'« expertise » militante, le répertoire choisi et ici « inventé » est bien plus qu'un moyen de faire avancer des idées ; il permet aussi de légitimer le groupe mobilisé, d'étendre la mobilisation et de prévenir les réactions violentes du pouvoir, un élément crucial dans un contexte postautoritaire.

L'apprentissage des tactiques et la conduite d'une mobilisation en contexte « postautoritaire »

Les innovations de l'Addec se lisent encore dans les tactiques ponctuelles déployées pour tenter de répondre, au coup par coup, aux obstacles posés au mouvement par l'administration et les autorités universitaires. De nouvelles manières de mobiliser, de gérer un agenda de revendications et de communiquer vont être « inventées » par les étudiants, compte tenu des expériences passées, dont ils n'ont pourtant pas d'héritages ou d'héritiers directs⁴⁴.

L'Addec doit d'abord se prémunir face à ce que les leaders considèrent comme de nombreuses tentatives de désinformation. En avril 2005 par exemple, les autorités annoncent qu'un mémorandum a été signé entre les étudiants et les autorités : des personnes présentées comme membres de l'Addec sont invitées sur la chaîne de télévision publique pour demander aux étudiants d'arrêter la grève, ce que récusent les leaders de l'Addec accusant les autorités de manipulation. En mai 2005, des étudiants manifestent devant les bureaux du Premier ministre pour demander la reprise des cours et sont reçus par le ministre de l'Enseignement supérieur ;

Cameroon Tribune, le quotidien d'État, publie un « appel à la reprise des cours » de représentants « d'organisations estudiantines »⁴⁵. Pour éviter la désinformation, l'Addec tente de contrôler sa communication et appelle les étudiants à ne se fier qu'aux informations diffusées dans l'amphithéâtre où se déroulent les assemblées générales.

La transparence affichée est aussi un moyen de se protéger contre les accusations de négociations secrètes ou d'autres manœuvres de couloir. Une stratégie gouvernementale pour « casser » les mobilisations, et en général tout mouvement d'opposition, est de créer des scissions, notamment en diffusant une lecture ethnique des mobilisations⁴⁶. Cette fois-ci, les tentatives de diversions dites « ethnotribales » comme celles des années 1990 semblent avoir vécu. En août 2005, un personnage se présentant comme responsable du « Collectif national des étudiants camerounais et du collectif des étudiants du Centre-Sud » dénonce l'irresponsabilité des étudiants dans un entretien au *Cameroon Tribune* et s'oppose à l'appel au non-paiement des droits universitaires lors d'une assemblée générale⁴⁷. Alors qu'il décrie aussi les dérives « politiques » des mobilisations, sa crédibilité est rapidement remise en cause : conseiller municipal du RDPC, le parti au pouvoir, il anime un groupe appelé « Projet directeur des étudiants de la forêt ». Les tentatives de stigmatisation « politiciennes » se retournent facilement contre lui. De plus, les tentatives de division « tribale » rappellent trop ouvertement les manipulations des années 1990-1993 et 1996 pour être crédibles. Les étudiants connaissent désormais les ficelles du pouvoir et résistent aux appels à la division, ce qui n'avait pas été le cas lors des mouvements du début des

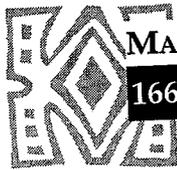
années 1990, dans un contexte d'instrumentalisation de l'appartenance ethnique beaucoup plus vif⁴⁸. C'est à travers la publication d'informations et de documents que l'Addec souhaite prévenir ces manœuvres : elle publie ainsi sur son site Internet, en novembre 2005, un ensemble de correspondances de Jean Messi, recteur de l'université Yaoundé I lors des grèves de 1996, qui confirment la manipulation par les autorités universitaires de « milices tribales » pour contrer et violenter les étudiants⁴⁹. À cette anticipation des réactions des autorités s'ajoute l'appartenance de certains leaders, parmi les plus radicaux, aux groupes de la région Centre censés être les soutiens du régime, ce qui empêchera toute contre-mobilisation ethnique et politique. L'engagement de ces « fils » du Centre leur coûtera d'ailleurs cher, car il affaiblit leurs familles et la loyauté qu'elles sont censées montrer envers le régime. Mais ce coût individuel supplémentaire de l'engagement aura un effet très bénéfique pour la mobilisation collective.

Enfin, le mouvement a étonné par sa capacité à résister aux tentations financières qui permettent d'ordinaire à l'administration de faire taire des mobilisations. Les informations sur ce type de manœuvres sont bien entendu sujettes à caution, car dire que l'on a tenté de vous acheter, et que l'on a refusé, ou affirmer qu'« ils » ont été achetés relèvent avant tout de valorisations ou de stigmatisations dont les preuves sont difficiles à avancer. Les étudiants de l'Addec et d'autres acteurs de la communauté universitaire m'ont affirmé que de l'argent avait été proposé aux leaders (une somme de 50 millions de francs CFA – environ 75 000 euros – est avancée par l'un deux) et que, si des petites sommes ont été acceptées, elles ont en réalité servi à confectionner des

pancartes et à acheter du matériel informatique. L'argent de la corruption se serait donc finalement retourné contre le corrupteur. Même les promesses de financement annoncées par le Ministre ont été mal accueillies par les étudiants : le 27 avril, en pleine grève, Jacques Fame Ndonga annonce que le chef de l'État a accordé 2 milliards 400 millions de francs CFA à l'université : les étudiants le coupent et scandent « Non au 50 000 CFA ! Oui à la bourse ! », ne prêtant pas attention aux propositions financières qui ne répondent pas aux réclamations principales et s'apparentent par leur prodigalité à un moyen d'assommer les revendications. Cette générosité affichée des « élites » – ici, celle du président –, en lieu et place des procédures budgétaires routinières, est un trait caractéristique de la gestion néopatrimoniale des régimes post-coloniaux. Elle s'illustre particulièrement bien par le geste satisfait du Ministre qui, après la signature de la reprise des cours en mai 2005, se promène sur le campus parmi les « chantiers » qu'il a mis en œuvre (bornes fontaines, sonorisation de salles de cours) et s'attable au restaurant universitaire où il offre 350 repas gratuits... Une récompense toute paternelle aux étudiants qui ont enfin retrouvé leurs esprits⁵⁰.

LES ROUTINES AUTORITAIRES : PRATIQUES ET PERCEPTIONS

Les étudiants ne sont cependant pas en mesure d'éviter toutes les contraintes posées par le pouvoir pour saboter, contourner ou empêcher leurs mobilisations. Si l'importation d'un répertoire nouveau et la gestion tactique du mouvement ont révélé une véritable inflexion des mobilisations camerounaises, la pesanteur d'un héritage autoritaire et de



pratiques politiques hostiles à la contestation demeure un obstacle important à la pérennisation d'un mouvement : sa reconnaissance officielle, la mise en œuvre de contacts routiniers, l'acceptation simple de son existence ne sont pas encore d'actualité. Ces contraintes fortes s'actualisent tant dans les réactions visibles des autorités que dans l'intériorisation de ces normes par les étudiants eux-mêmes et par leurs potentiels soutiens.

Une dépolitisation intériorisée et propice à l'isolement des revendications

Au-delà de la récupération politique qui est le lot et la hantise de toute mobilisation (mais aussi un bon moyen de les décrédibiliser, *a priori*), c'est l'inscription des revendications étudiantes dans l'espace et le discours politiques qui est refusée aux étudiants, et que ces derniers se refusent. Alors que leurs revendications mettent bien en avant la faillite de la « gouvernance » universitaire, alors qu'ils s'adressent à des personnages politiques (ministre de l'Enseignement supérieur, Premier ministre, Président de la République), les membres de l'Addec ne formulent pas leurs revendications en termes politiques et ne remettent pas directement en cause les responsabilités du pouvoir. Seul le tract accompagnant la première grève de la faim, en octobre 2004, avant les élections présidentielles, accuse les dirigeants en général et les interpelle directement⁵¹. La désignation d'enseignants corrompus ou corrupteurs, la mise en cause de la gestion budgétaire et d'avantages indus pour les plus hautes instances de l'université participent d'accusations ponctuelles, parfois personnelles, qui ne cherchent pas à inscrire ces dysfonctionnements

et ces pratiques dans un espace social et politique qui encourage ou laisse faire. Les étudiants mobilisés assument ce retrait de l'espace politique et le justifient ainsi :

« En avril et en mai, les étudiants ont préservé, assumé et affiché l'apolitisme et le corporatisme de leur mouvement. En faisant le choix de refuser toute interférence ou association avec des intérêts de groupes politiques de quelques bords que ce soit, loin d'être naïfs, ils témoignaient d'un mépris souverain de la politique telle qu'elle se pratique actuellement dans notre pays. C'est le refus de la politique traditionnelle et de ses représentants. C'est le rejet de l'ordre ancien, du vieux système, de son vocabulaire et de ses représentations⁵². »

Le retrait est donc justifié par le « mépris » du système politique et son inefficacité. Mais cette mise sous silence des responsabilités et des dysfonctionnements généraux auxquels se rattachent les problèmes spécifiques de l'université peut s'expliquer aussi par le fait que ce type de formulation n'est pas permis si la mobilisation veut continuer à être entendue. Une remise en cause du pouvoir, pourtant courante dans la presse privée et dans les conversations ordinaires, est prompte à décrédibiliser une mobilisation. L'impossibilité de s'exprimer politiquement sans être taxé « d'opposant » est bien le résultat d'une monopolisation du discours politique depuis quarante ans. En 1991, alors que les étudiants du « Parlement » étaient manifestement liés à des membres de la nouvelle opposition politique et qu'ils réclamaient, de concert, une conférence nationale, le président Biya marqua la ligne à ne pas franchir dans une formule devenue célèbre : « La politique aux politiciens,

l'école aux écoliers ». Alors que les étudiants avaient allègrement franchi cette ligne, leurs revendications collectives n'ont pas été entendues et leur mobilisation a été écrasée. Cette dépolitisation – désormais intériorisée par chacun – de la sphère publique affaiblit considérablement les mobilisations : difficile en effet de coaliser divers mouvements sous des bannières plus vastes que les intérêts catégoriels. On la retrouve dans toutes les mobilisations (droits de l'homme, syndicales, religieuses...) et elle participe au cloisonnement des mobilisations, empêchant l'émergence d'un quelconque espace protestataire. Les étudiants de l'Addec ont bien tenté de dépasser le cadre de leurs compétences et de participer à une réflexion politico-économique sur la question de la dette, donc plus largement sur le système économique dans lequel ils vivent. Approchés par des organisations et des syndicats travaillant sur le sujet, ils souhaitaient organiser une réunion puis une marche contre les institutions internationales en juillet 2005. Mais les autorités universitaires et le sous-préfet ne l'ont pas autorisée et les étudiants n'ont pas insisté.

L'absence de « sous-texte » politique accompagnant ce genre de revendications empêche ainsi une montée en généralité permettant de solliciter des soutiens autres qu'universitaires. Cette impossibilité se double d'une volonté de ne pas « mélanger les genres », de ne pas susciter le soutien d'alliés qui pourraient être encombrants, notamment les partis politiques. Discrètement, ces derniers, « habitués » à la protestation, soutiennent les étudiants, par des communiqués (Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie) ou par la présence physique lors des procès (Union des populations du Cameroun). Les

étudiants ne voient pas de problème majeur à ce que ces groupes politiques adhèrent à leurs revendications, mais ils souhaitent avant tout apparaître comme « autonomes ». Alors même qu'ils confinent leurs revendications à l'espace universitaire, ils n'obtiennent qu'un soutien limité du syndicat de l'enseignement supérieur. En avril 2005, le Synes et NDH-C diffusent des communiqués soutenant leurs revendications et appelant les autorités à en tenir compte⁵³. En décembre, après les arrestations des leaders et des étudiants, le syndicat exprime son soutien au dialogue pacifique demandé par l'Addec et exige que les étudiants détenus soient relâchés sans délai. C'est aussi le syndicat qui mettra un avocat à disposition des étudiants durant leur procès. Mais ce soutien reste discret et sans grand poids. Longtemps, les universitaires camerounais ont été très proches des régimes postcoloniaux, contrairement au rôle protestataire que les intellectuels ont pu jouer dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest⁵⁴. Le syndicalisme du supérieur s'est développé au moment des « années de braise », lors des revendications du début des années 1990, et, après des confrontations brutales avec les autorités, s'est affaibli et a adopté une attitude plus conciliante avec les autorités du fait de l'attention désormais portée à certains de leurs problèmes. De manière générale, le syndicalisme camerounais, muselé sous le parti unique, est désormais divisé (selon des clivages communautaires ou personnels), et ne s'investit pas dans des revendications globales autres que salariales. De plus, si certaines fédérations sont adouées par les autorités, d'autres, souvent les plus critiques, sont marginalisées⁵⁵. C'est d'ailleurs un syndicat critique qui a proposé aux étudiants de les aider. Selon un syndicaliste interrogé et

le secrétaire général de l'Addec, ce dernier aurait refusé cette aide pour ne pas ouvrir le mouvement au-delà du cadre universitaire⁵⁶. En dehors de la presse privée, aucun autre groupe n'a ainsi soutenu publiquement les étudiants. Progressivement d'ailleurs, les étudiants eux-mêmes se sont lassés et ont laissé les leaders seuls face à la justice. Aux premières audiences, la salle était emplie de centaines d'étudiants, notamment lors des comparutions de Mouafo Djontu, l'idole du mouvement⁵⁷. Aux dernières, les leaders ont comparu seuls.

Renouvellement des réponses répressives et désengagement temporaire

Les premières grandes mobilisations ont fait l'objet de procédures d'intimidation et de répression particulièrement fortes : en 1990 et 1991 des centaines d'étudiants ont été arrêtés et le décès de certains d'entre eux, lors des affrontements, a pu être ignoré publiquement par les autorités⁵⁸. En 2005, les tactiques employées, désormais connues des leaders, ont été anticipées ou leurs effets amoindris (sauf à Buéa). Mais l'acharnement judiciaire sur les leaders a eu l'effet escompté, à savoir le désengagement temporaire de ceux par qui était arrivée la mobilisation. Il reste que la solidité de l'organisation étudiante et l'image assez positive de ces mobilisations comparée à celle des précédentes, permet à l'association de perdurer et de voir, au moins provisoirement, ses membres se renouveler.

En 2004, la première tentative d'empêcher la mobilisation estudiantine intervient dès avril, au début du mouvement. Le recteur de l'université de Yaoundé I suggère au président de la Musec, futur porte-parole de

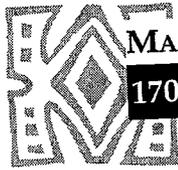
l'Addec, de réunir les délégués d'association existantes plutôt que de créer un nouveau mouvement, avant de conclure : « Au cas où vous persisteriez dans votre démarche, je vous engage à assumer vos responsabilités devant tout dérapage du mouvement que vous initiez⁵⁹. » Les autorités valident néanmoins l'existence de l'Addec lors des négociations de sortie de grève en mai 2005. Mais avant même ce premier mouvement de grève, les leaders de l'Addec sont inquiétés : le secrétaire général, Messi Balla, est envoyé en conseil de discipline en mars 2005 pour propagation de fausses rumeurs, diffamation et incitation à la révolte. Il avait protesté publiquement contre une coupure d'eau affectant la cité universitaire, et aurait imputé celle-ci au recteur : celui-ci décide son expulsion de la résidence universitaire pour un an. L'Addec dénonce alors une volonté de déstabilisation car le siège de l'association se trouve justement dans la chambre de son secrétaire général. Pendant la première grève d'avril 2005, alors que les autorités disent vouloir engager le dialogue, le président de l'Addec est détenu quelques heures. Mais dans le même temps, les forces de l'ordre présentes sur le campus n'ont pas ordre de se confronter aux étudiants. Cette gestion mesurée de la violence policière conduit à l'absence d'affrontement, à Yaoundé, lors de cette première grève. Les nominations des nouveaux recteurs intervenues en septembre 2005, qui sont en partie à l'origine de la seconde grève, amènent néanmoins à s'interroger sur la volonté d'apaisement des autorités politiques et donc sur la gestion politique des tensions universitaires. Finalement, l'escalade de la répression ne manque pas d'arriver. Le 30 novembre 2005, le « sénat », assemblée générale des étudiants, est réuni

dans un amphithéâtre du campus de Ngoa Ekellé. Des gendarmes envahissent la salle et arrêtent les leaders de l'Addec. La gendarmerie restera sur le campus plusieurs jours après cette première mobilisation et des affrontements auront lieu entre des étudiants et des forces de l'ordre. Des « milices » auraient aussi participé à cette répression, en dehors du campus, tandis que des rumeurs enflent sur le sort réservé aux leaders. Celle sur le décès de Mouafo Djontu fait vibrer le campus, et jusqu'à Douala, avant d'être démentie.

Dans cette ambiance fébrile, les leaders sont relâchés le 6 décembre, mais toujours inculpés pour « incitation à la rébellion ». Alors que les autorités universitaires affirment se désintéresser du sort de ces gens « qui ne sont pas des étudiants », elles mobiliseront cinq avocats (payés un million de francs CFA chacun – 1 500 euros – selon les sources de l'Addec) pour défendre l'université, partie civile, lors des procès. La démesure de cette réponse juridique sera évoquée ironiquement par l'un des juges, étonné de voir défiler à la barre autant de conseils du côté de l'université, alors que les prévenus ne bénéficient que d'un seul avocat⁶⁰. Durant le premier semestre 2006, les leaders du mouvement, dans l'attente de leur jugement, déclarent une « trêve ». Selon l'un d'eux, la dernière grève les a beaucoup affectés. Au-delà de leur chambre-bureau saccagée sur le campus, ils semblent touchés par la violence dont ils ont été victimes et les tensions autour de leur détention et de leur jugement : « On a fait face à beaucoup de démesure. On est resté en détention pendant douze jours, sans assistance juridique » – ce qui laisse entendre que les conditions d'emprisonnement ont été difficiles. Deux d'entre eux n'ont pas eu le droit de se réinscrire à

l'université malgré leurs résultats, et certains se disent « fatigués ». D'autres ont envie de transférer leurs nouvelles compétences ailleurs, parce que le statut d'étudiant est transitoire et que cette forme de militantisme n'est qu'un apprentissage qui doit servir d'autres ambitions⁶¹. Certains des leaders ont rejoint et réactivé SOS-Jeunesse libre, une ONG de promotion de la jeunesse créée en 1994 mais délaissée par son fondateur, Hilaire Kamga, qui a soutenu les étudiants à travers NDH-C ; Messi Balla, ancien secrétaire général, est devenu rédacteur en chef d'un nouveau journal, *Le Messenger du Campus*, édité par Free media group qui publie aussi un quotidien connu, *Le Messenger*.

Malgré ces défections, l'anéantissement de l'organisation n'a pas eu lieu. De jeunes étudiants de première et deuxième années, engagés lors des mouvements et parfois intégrés au sein du bureau de l'Addec, ont revendiqué rapidement le droit de prendre les rênes de l'organisation. Ils se sont appuyés sur les textes internes pour montrer que les élections prévues à l'automne 2005 n'avaient pas eu lieu. Ils ont contesté ce manquement ainsi que le principe de la trêve. Si les leaders du mouvement, qui ont payé un coût élevé pour leur engagement (emprisonnement, interdiction d'inscription à l'université, affaiblissement lors de la grève de la faim, tensions familiales) ont d'abord eu du mal à laisser la place, ils l'ont finalement accepté, relativement ouverts à l'alternance. Cette passation de pouvoir a pu avoir lieu parce que l'équipe dirigeante avait permis à plusieurs jeunes étudiants d'apprendre et de gagner en responsabilités, et parce que la répression qui a affecté les leaders a, pour une fois, renforcé les convictions⁶². Si certains leaders ont quitté le



militantisme, ils ne sont pas partis avec leur mouvement. Au contraire. En octobre 2006, l'ambassadeur américain au Cameroun remettait une somme de 8 millions de francs CFA au nouveau président de l'Addec (un ancien leader) dans le contexte d'une formation de leaders étudiants à la militance⁶³. La pérennisation de cette structure semble engagée. Ainsi, si pendant quelques mois la répression judiciaire a entraîné un désengagement collectif, elle n'a débouché sur un arrêt définitif ni du mouvement, ni de l'engagement individuel pour certains de ceux qui s'y sont investis. Cette continuité de l'action, individuelle et collective, marque peut-être la plus grande nouveauté de ce mouvement.

Cet exemple « réussi » de mobilisation souligne bien les conditions difficiles d'émergence d'une action collective dans l'espace politique camerounais. Face à des obstacles importants (répression et défiance de l'opinion), les étudiants ont dû déployer des compétences pratiques diversifiées pour imposer leur droit et leur légitimité à protester. Dans un contexte de réticence face aux mobilisations et d'usage de la violence physique, ils ont dû évaluer leurs chances de se faire entendre et les risques encourus ; dans un contexte social dévaluant leur statut social mais aussi les velléités de mobilisation en général, ils devaient également construire petit à petit leur crédibilité face à l'opinion publique. On voit à quel point, en contexte postautoritaire, les compétences nécessaires à l'émergence puis à une relative pérennité de la mobilisation sont exigeantes. L'étude des pratiques protestataires permet justement de cerner l'importance de ces compétences mais aussi les processus de leur acquisition et les apprentissages en

cours d'action⁶⁴. Si, dans le cas étudié, le statut d'étudiant conférait, dès le départ, un ensemble de compétences théoriques sur les mobilisations, on a pu voir que les aspects pratiques, de mise en scène, de communication, ou encore de relations politiques se sont construits progressivement, en référence aux échecs précédents et dans l'action, et ont permis l'émergence d'un mouvement suivi, dans un contexte au départ très improbable, comme le rappelle d'ailleurs le sort moins enviable de leurs homologues de Buéa, qui ont subi une répression bien plus lourde.

Marie-Emmanuelle Pommerolle
Institut d'enseignement supérieur
de Guyane - Université des Antilles et
de la Guyane
Centre de recherches sur les pouvoirs
locaux de la Caraïbe

1. R. Banégas, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures et conflits*, n° 12, 1993, p. 105-140 ; J. Lafargue, *Contestations démocratiques en Afrique. Sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, Paris, Karthala, 1996 ; M. Bratton et N. Van de Walle, *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, Londres, Cambridge University Press, 1997.
2. J. Lafargue, « La rue africaine en mouvement : politique et action collective », *Politique africaine*, n° 63, octobre 1996, p. 23-48.
3. A. Mbembe, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'État », in P. Geschiere et P. Konings (dir.), *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993, p. 345-374.
4. L'enquête sur laquelle repose cet article a été menée entre novembre 2005 et juillet 2006 alors que j'effectuais un séjour postdoctoral à la Faculté des sciences juridiques et politiques de Yaoundé II, grâce à un financement de l'Agence universitaire de la Francophonie. J'animais alors un séminaire régulier sur le campus de Ngoa-Ekellé (centre de Yaoundé), où se sont déroulés les mouvements étudiants. J'ai conduit des entretiens renouvelés avec cinq leaders étudiants, discuté de manière informelle avec plusieurs d'entre eux, collecté les documents produits par l'association mobilisée, assisté à deux audiences du procès de ses leaders et consulté la presse de la période.

5. Pour exemple, ce commentaire dans un article de presse révélant la suspicion envers les nouveaux militants du mouvement de 2005: «C'est vrai que beaucoup de grévistes ont en idée d'accéder au statut de réfugiés politiques à l'instar de certains de leurs aînés. Ceci a l'avantage de les sortir de la misère. C'est vrai aussi que d'autres encore rêvent de se faire un nom...», *La Nouvelle expression* (Douala), 28 avril 2005.
6. Lire B. J. Nantang et F. B. Nyamjoh, «Scholarship production in Cameroon: interrogating a recession», *African Studies Review*, vol. 45, n° 2, 2002, p. 49-71.
7. Voir le dossier «Pratiques protestataires» de la revue *Genèses*, n° 59, 2005, p. 2-3, et dans ce même numéro, F. Vairel, «L'ordre disputé du sit-in au Maroc», p. 47-70.
8. C. Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
9. O. Fillieule, *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 33.
10. C. Tilly, *La France contestée...*, *op. cit.*, p. 542-543.
11. Cette étude vise davantage à cerner ces processus d'apprentissages de l'action collective qu'à présenter un tableau exhaustif des mobilisations étudiantes au Cameroun: en effet, le campus de l'université de Buéa (province anglophone du Sud-Ouest) a aussi connu des mobilisations en 2005-2006, beaucoup plus violentes (quatre décès, dont trois parmi les étudiants), et dont les ressorts, ancrés dans la spécificité politique des régions anglophones du Cameroun, sont différents de ceux des mobilisations étudiées à Yaoundé.
12. Voir P. Konings, «Trade union activism among university teachers during political liberalization», *Nordic Journal of African Studies*, vol. 13, n° 3, 2004, p. 289-301 et «University students' revolt, ethnic militia, and violence during political liberalization in Cameroon», *African Studies Review*, vol. 45, n° 2, 2002, p. 179-204; N. Ouendji, «Cameroon: "mined" campus and muzzled staff», in Codesria, *The State of Academic Freedom in Africa*, Dakar, Codesria, 1995, p. 121-132; J.-B. Talla, «Des poudrières», *Cahiers de Mutations*, s.d. (document collecté auprès de l'auteur).
13. Voir J.-F. Bayart, «Régime de parti unique et système d'inégalité et de domination au Cameroun: esquisse», *Cahiers d'études africaines*, n° 69-70, 1978, p. 5-47.
14. P. Nkwengue, *L'Union nationale des étudiants du Kameroun ou La contribution des étudiants africains à l'émancipation de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2005.
15. Sur ce sujet, lire par exemple F. Eboussi Boulaga, *La Démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1997; M. Krieger, «Cameroon's democratic crossroads, 1990-1994», *Journal of Modern African Studies*, vol. 32, n° 4, 1994, p. 605-628; A. Mehler, «Cameroun: une transition qui n'a pas eu lieu», in J.-P. Daloz et P. Quantin (dir.), *Transitions démocratiques en Afrique*, Paris, Karthala, 1997, p. 95-138; M. Kamto, «Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun», in G. Conac (dir.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Economica, 1993, p. 209-236.
16. Syndicat national des enseignants du supérieur (Synes), *La Dérive de l'université au Cameroun. Livre blanc*, Collection analyse et documents Synes, n° 001, mars 1992.
17. P. Konings, «University students' revolt...», art. cit.
18. P. Bianchini, *École et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*, Paris, Karthala, 2004.
19. Sur la mémoire du maquis et du mouvement nationaliste, voir A. Mbembe, «L'État-historien», in R. Um Nyobé, *Écrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 9-42.
20. L. Sindjoun (dir.), *Comment peut-on être opposant au Cameroun? Politique parlementaire et politique autoritaire*, Dakar, Codesria, 2004; J. O. Ihonvbere et J. Mukum Mbaku (eds), *The Transition to Democratic Governance in Africa*, Westport, Praeger, 2003.
21. Les entretiens et discussions informelles avec les leaders de l'Addec visaient à appréhender leurs motivations, leur appréhension du rapport de force, leurs tactiques ainsi que leurs parcours individuels plutôt que d'accéder à des faits recoupés à partir de plusieurs sources. Ces entretiens n'échappent donc pas à l'illusion biographique décrite par Bourdieu et à la réécriture de l'histoire par les leaders du mouvement, qui n'hésitent pas à affirmer avoir eu des gestes audacieux ou s'être engagés depuis longtemps, en prévision d'un mouvement d'ampleur. Néanmoins, ces biais permettent de comprendre leurs diverses visions du monde, la manière dont ils ont perçu le mouvement, et la place qu'il a pris dans leur trajectoire individuelle, scolaire et militante.
22. Entretiens et discussions informelles avec les membres de l'Addec; compte rendu dans *Le Messager* (Douala), 31 mars 2004 et 16 avril 2004; *L'Hebdo du mardi*, 6 avril 2004.
23. Linjuom Mbowou, futur porte-parole de l'Addec, est alors président de l'antenne de Yaoundé I de la Musec et Okala Ebodé, futur chargé de la coordination interne, en est le secrétaire général. Messi Balla, plus tard secrétaire général de l'Addec, a connu plusieurs expériences associatives à l'université de Douala.
24. Lettre du recteur de l'université Yaoundé I adressée à Linjuom Mbowou, président de l'antenne Musec, le 2 avril 2004 (réf.: 000023/Uyl/CAB/R) collectée au siège de l'Addec; *Le Messager* (Douala), 16 avril 2004.
25. Depuis 1993, le Cameroun compte six universités d'État alors que seule l'université de Yaoundé (divisée en deux lors de cette réforme) existait jusque-là. Les quatre autres sont situées à Douala, Buéa, Dschang et Ngaoundéré. Beaucoup manquent de moyens, ce qui a conduit des intellectuels tel Ambroise Kom à fonder des universités indépendantes, comme l'université des Montagnes à Dschang. La création de l'université catholique d'Afrique



centrale à Yaoundé, en 1994, est un signe de la volonté de la bourgeoisie camerounaise d'extraire ses enfants des universités publiques en perte de vitesse et de les confier à des institutions mieux dotées car subventionnées par l'extérieur et payantes.

26. Il s'agit notamment de la publication des conclusions sur le décès des deux étudiants de Buéa, de la libération de tous les étudiants, de l'immunité garantie aux meneurs, de la reconnaissance officielle de l'Addec, du départ des forces de l'ordre, de la poursuite du dialogue dans des comités *ad hoc* institués, et de la production d'un rapport sur l'avancée des réflexions concernant la suppression des droits universitaires. Voir « Déclaration de l'Addec relative à la reprise des cours au campus de l'université de Yaoundé I et dans les universités d'État », *Cameroon Tribune* (Yaoundé), 9 mai 2005.
27. Addec, *Au bout de la trêve et au cœur de la crise. L'université doit cesser d'être pour exister*, dactylographié, août 2005.
28. Déclaration de l'Addec publiée dans *La Nouvelle expression* (Douala), 15 septembre 2005.
29. *Le Messenger* (Douala), 15 septembre 2005.
30. *Mutations* (Yaoundé), 1^{er} décembre 2005.
31. Voir le compte rendu dans *Le Messenger* (Douala), 6 octobre 2004.
32. Communiqué de Nouveaux droits de l'homme-Cameroun (NDH-C), Yaoundé, 2 octobre 2006.
33. *Le Messenger* (Douala), 28 avril 2005.
34. *Mutations* (Yaoundé), 26 avril 2005.
35. J. Siméant, « La violence d'un répertoire: les sans-papiers en grève de la faim », *Cultures & Conflits*, n° 9-10, 1993, p. 315-338.
36. Entretien avec Mouafo Djontu, Yaoundé, 27 janvier 2006.
37. *Le Messenger* (Douala), 6 octobre 2004.
38. A. Mbembe, *Les Jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985.
39. « Du futur cadre au futur clochard », *Le Messenger* (Douala), 25 avril 2005.
40. G. Séraphin (dir.), *L'Effervescence religieuse en Afrique. La diversité locale des implantations religieuses chrétiennes au Cameroun et au Kenya*, Paris, Karthala, 2004.
41. En effet, chez d'autres leaders de l'Addec, les registres utilisés pour justifier la mobilisation étudiante sont particulièrement laïcs: ils recourent aux savoirs existants sur les mobilisations mais aussi à des paradigmes scientifiques, comme le marxisme, pour justifier et théoriser leur lutte.
42. Entretien avec Mouafo Djontu, Yaoundé, 27 janvier 2006.
43. Le site, <www.addec.wb.st>, semble ne plus être accessible en décembre 2007.
44. Les étudiants de l'Addec affirment avoir reçu des encouragements de leurs prédécesseurs mais ne pas avoir eu de véritables échanges avec eux. Entretien avec Rodrigue Batogna, Yaoundé, 22 février 2006.
45. *Cameroon Tribune* (Yaoundé), 26 avril 2005.
46. Voir J.-F. Bayart, P. Geschiere et F. Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, n° 10, janvier 2001, p. 177-194.
47. *Le Messenger* (Douala), 11 août 2006.
48. P. Konings, « University students' revolt... », art. cit.
49. L'intéressé, Jean Messi, confirme avoir écrit ces lettres, voir *Le Messenger* (Douala), 2 novembre 2005.
50. *Cameroon Tribune* (Yaoundé), 10 mai 2005.
51. « Lettre aux leaders politiques camerounais engagés dans l'élection présidentielle du 11 octobre 2004 », signée par les grévistes de la faim, dactylographiée.
52. Addec, *Au bout de la trêve...*, op. cit., p. 20
53. *Mutations* (Yaoundé), 26 avril 2005.
54. P. Konings, « Trade union activism... », art. cit.
55. C'est le cas de la CGT-Liberté et du Snaef (Syndicat national autonome de l'enseignement et de la formation).
56. Entretiens avec Benoît Essiga et Mouafo Djontu, Yaoundé, 25 et 27 janvier 2006.
57. *La Nouvelle expression* (Douala), 8 décembre 2005.
58. Le 6 mai 1991, alors que le campus est envahi par les forces de l'ordre et que des violences ont lieu autour, plusieurs étudiants sont retrouvés morts. Le ministre de la Communication affirme pourtant qu'il y a eu « zéro morts », un mensonge – validé par une commission ultérieure – qui reste gravé dans les mémoires.
59. Lettre du recteur de l'université Yaoundé I adressée à Linjuom Mbowou, doc. cit.
60. Observations lors de l'audience du 24 janvier 2006 au Tribunal de grande instance de Yaoundé.
61. *Mutations* (Yaoundé), 16 janvier 2007.
62. Sur les effets contradictoires de la répression sur l'engagement, voir Doug MacAdam, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 49-73.
63. Alors que les États-Unis investissent diplomatiquement et économiquement dans la région, ce soutien peut paraître incongru. Il peut néanmoins être compris dans la logique de l'aide aux droits de l'homme fournie par l'ambassade américaine depuis 1995, qui trouve rarement des bénéficiaires considérés comme crédibles. Le mouvement étudiant rencontre ainsi les intérêts d'une ambassade en mal de partenaires de la « société civile ». Ce nouveau soutien risque d'insérer l'Addec dans un jeu politique et diplomatique contraignant mais finalement caractéristique des mouvements de revendication organisés au Cameroun, marqués par l'extraversion. Voir M.-E. Pommerolle, « La démobilisation collective au Cameroun: réflexions sur l'action collective dans un contexte politique postautoritaire et extraverti », *Critique internationale*, à paraître.
64. L. Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.